

Un révélateur de désarroi

Christoph Blocher et l'identité suisse

●●● **Christophe Büchi**, Lausanne
Journaliste

Le 10 décembre 2008 n'entrera pas dans les annales helvétiques en tant que date de la revanche blochérienne. Le « miniputsch » fomenté par un groupe de politiciens de gauche et de démocrates-chrétiens, qui avait abouti le 12 décembre 2007 à l'éviction du tribun Christoph Blocher du Conseil fédéral, n'a pas été annulé, le Parlement refusant de réélire le trublion au gouvernement fédéral. Aussi l'homme qui a marqué les vingt dernières années de la politique suisse doit-il - sans doute définitivement - enterrer son rêve ministériel.

Le déclin de Blocher a-t-il commencé ? C'est possible, ne serait-ce qu'en raison de l'âge : le politicien a désormais 69 ans. Prenons garde cependant : sa disparition de la scène fédérale ne semble pas encore à l'ordre du jour. A peine sorti du Conseil fédéral, l'homme a revêtu le costume qui lui sied le mieux : celui de chef de l'opposition. Ainsi, après de longues hésitations et en suivant une ligne en zigzag, il a fini par rejoindre le camp des opposants à l'élargissement des accords bilatéraux Suisse-UE sur la Roumanie et la Bulgarie, projet que le peuple suisse a accepté le mois passé. Comme un Don Juan vieillissant renouant avec les tours de sa jeunesse, le grand séducteur de la politique suisse retrouve les ficelles qui ont été à l'origine

de son ascension fulgurante dans les années '90. Ce n'est donc pas impossible que nous le voyions ces prochains mois (re-)prendre résolument la tête de la mouvance anti-UE en Suisse.

Mais quelles sont ses perspectives d'avenir ? Pour l'évaluer, jetons un regard sur les années Blocher, car si l'on ne comprend pas le spleen qui a saisi les Suisses lors de ces années-là, on peine à comprendre l'ascension du tribun zurichois. A un désarroi collectif, il a opposé un nouveau discours national, fait d'éléments à la fois passésistes et modernes. Le blochérisme a rempli un vide.

L'idéologie du Sonderfall

Chaque peuple ou chaque nation a besoin, pour assurer un minimum de cohérence interne, d'un ciment idéologique composé de mythes fondateurs, de symboles et de rituels communs - de ce que l'on a coutume d'appeler une « identité nationale ». Et puis, chaque peuple a besoin d'un discours qui justifie et glorifie son existence, à la fois aux yeux de ceux qui en font partie et de l'extérieur. La vitalité et la vigueur d'un pays dépendent dans une large mesure de la capacité mobilisatrice de ce discours.

politique

S'il est trop tôt pour annoncer la fin politique de Christoph Blocher, il est temps de s'interroger sur les raisons de son succès. L'essor de ce politicien hors normes helvétiques est lié en grande partie à la crise de l'identité suisse, crise qui a abouti dans les années '80 à une remise en question radicale du Sonderfall, c'est-à-dire de l'« exceptionnalité » suisse.

Pendant longtemps, la Suisse a eu un tel discours. Née au XIX^e siècle, mais véritablement forgée dans les années '30 sous la menace nazie, l'idéologie helvétique était basée sur le concept d'« unité dans la diversité ».¹ La Suisse, Etat pourtant multilingue et mixte sur le plan confessionnel, se voyait comme un pays soudé malgré les différences culturelles, comme un havre de paix où quatre communautés linguistiques habitaient en harmonie, un peu comme le lion et l'agneau dans l'utopie du prophète Isaïe.

Havre de paix à l'intérieur, la Suisse se définissait aussi comme dispensatrice de paix, de bons soins et de bons offices dans le monde, grâce à la Croix-Rouge et à la neutralité. Cette neutralité, toutefois, était armée. « La Suisse n'a pas d'armée, elle est une armée », clamaient naguère les gardiens du temple helvétique. Quel paradoxe ! Dans aucun pays d'Europe occidentale, l'armée n'a joué un rôle aussi capital de ciment national que dans ce petit pays épargné par les guerres et se voulant pacifique parmi tous.

De plus, la Suisse se voyait comme une démocratie-témoin,² dont le peuple heureux avait atteint un tel état de perfection, qu'il était quasiment condamné à l'immobilité. Cette image de perfection a donc aussi un côté mortifère, qui explique pourquoi le thème de l'impossible fuite hante la littérature et le cinéma suisses depuis longtemps. N'oublions pas que les Suisses sont un peuple de voyageurs forcenés, et s'ils ont inventé le *Heimweh*, le mal du pays, ils sont aussi adeptes de ce que les Alémaniques appellent le *Fernweh*, l'appel nostalgique du grand large. Pensons à Blaise Cendrars, Annemarie Schwarzenbach, Nicolas Bouvier.³

Ce beau discours sur l'exemplarité suisse vole en éclat dans les années '60. Le mouvement contestataire soixante-huitard s'en prend à tous les mythes de la « suissitude à papa ». Dans son pamphlet *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* (1976), Jean Ziegler s'attaque à la vision de la Suisse humanitaire et dénonce le système bancaire suisse, receleur et immoral. A la suite de Frisch et de Dürrenmatt, une nouvelle génération d'écrivains, surtout alémaniques, démontent les vieilles idées suisses. Dans *La Suisse des Suisses* (1969), Peter Bichsel décrit un pays composé de petits-bourgeois qui aimeraient devenir riches. Dans *L'exécution du traître à la patrie Ernst S.*, reportage paru en 1974, le journaliste et écrivain Niklaus Meienberg se penche sur le rôle de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale et dénonce un establishment qui composait avec l'Allemagne nazie, tout en punissant sévèrement les petits filous.

Desserrer les frontières

Des historiens, tels que Hans Ulrich Jost, participent aussi au joyeux démontage de l'ancienne idéologie helvétique, tout comme les cinéastes romands (Tanner, Goretta, Soutter, etc.). Ils montrent une Suisse étriquée, petite-bourgeoise, étouffante, répressive. Bref, la génération issue du baby-boom de l'après-guerre et élevée dans de la ouate déconstruit tout ce qui était cher à leurs parents, à la fameuse « génération de la mob ».

- 1 • Cf. **André Reszler**, *Les Suisses (s'ils existent). L'identité suisse et sa relation à l'Europe*, Georg, Chêne-Bourg 2008, 132 p.
- 2 • **André Siegfried**, *La Suisse, démocratie-témoin*, La Baconnière, Neuchâtel 1948, 240 p.
- 3 • Cf. **Christophe Büchi** (dir.), *De la Suisse dans les idées*, de l'Aire, Vevey 2006, 160 p.

Mais le mouvement de 1968 n'est pas le seul à « ringardiser » tout ce qui ressemble de près ou de loin aux idées suisses. D'autres tendances y contribuent. La première est le nouvel engouement, dans les années '80, pour l'unification de l'Europe. Aux yeux notamment de nombreux Romands de la génération de 1968, l'Union européenne redevient un projet enthousiasmant qui permet enfin de se débarrasser du carcan helvétique. L'adhésion à l'UE apparaît à une partie des Suisses comme un moyen d'échapper à l'étroitesse d'un petit pays enserré dans ses montagnes.

Les Alémaniques et les Tessinois restent plus sceptiques. Mais chez eux aussi, la nation est discréditée. En 1991, des milieux culturels alémaniques de gauche boycottent les 700 ans de la Confédération sous le slogan *700 ans, cela suffit !* Et en 1992, le slogan *La Suisse n'existe pas* du pavillon helvétique à l'Exposition universelle de Séville sonne le glas du patriotisme suisse à l'ancienne. L'ancienne devise *Il n'y en a point comme nous* est remplacée par une nouvelle, tout aussi outrancière : *Il n'y a point de nous*.

Certes, ces discours provocateurs anti-Suisse ne sont pas radicalement nouveaux : comme le montre André Reszler dans son dernier ouvrage sur l'identité suisse,⁴ le discours sur la non-existence de la Suisse constitue une sorte d'antimythe national fort ancien, que l'on peut retrouver à la fin du XVIII^e siècle déjà chez un auteur comme Charles-Victor de Bonstetten. Mais rarement auparavant, cet anti-discours national n'a eu une telle résonance.

Le second mouvement vient plutôt de la droite et s'appelle globalisation et dérégulation. Dans les années '90, sous

la pression des Etats-Unis et du puissant courant néo-libéral, actif notamment dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, le fait national est de plus en plus dénigré. Pour les milieux d'affaires, les frontières nationales sont autant d'obstacles qui empêchent de commercer en rond. De plus en plus, le terme alémanique *Heimatschutz* (protection du patrimoine) est utilisé dans un sens péjoratif, synonyme de tentatives illicites de protéger les marchés nationaux.

Un autre facteur ajoute encore à la dépréciation du sentiment national. En 1989, la chute du mur de Berlin, et par la suite l'étrange implosion du bloc soviétique, mettent fin au vieil antagonisme entre monde capitaliste et bloc communiste qui a permis à la Suisse de jouer pendant des décennies le rôle de plaque tournante et de prestataire de bons offices entre l'Ouest et l'Est. Dès lors, de vieilles valeurs telles que la neutralité et la défense armée sont contestées, jusque dans les rangs bourgeois.

politique



4 • Op. cit.

Même l'armée de milice ne fait plus l'unanimité à droite. Les uns la contestent au nom d'un rapprochement européen ou transatlantique, pour les autres, elle coûte tout simplement trop cher.

L'ascension de Blocher

La combinaison de tous ces facteurs aboutit à une crise majeure du patriotisme. La Suisse est de plus en plus boudée par les Suisses. L'UDC, emmenée par Christoph Blocher, s'engouffre avec un succès fulgurant dans cette brèche. Blocher oppose aux tenants d'une *Suisse en déclin* un discours qui puise dans la vieille mythologie nationale des années 1930-1940, tout en le combinant avec des revendications néo-libérales mises à la mode dans les années '80 par le président américain Ronald Reagan et par le Premier ministre britannique Margaret Thatcher : limitation des dépenses étatiques, abaissement des impôts, réduction de l'Etat social.

Certes, ce discours néo-national et néo-libéral s'apparente à celui tenu par d'autres leaders d'extrême droite en Europe, mais il lui manque heureusement - malgré quelques relents xénophobes - cet arrière-fond d'antisémitisme et de racisme que l'on retrouve chez un Jean-Marie Le Pen ou un Jörg Haider. Blocher lui-même se trouve plutôt des proximités avec l'ancien leader de la CSU, le Bavarois Franz-Josef Strauss. Encore que le catholicisme baroque et absolutiste d'un Strauss soit « remplacé » chez Blocher, fils d'un pasteur réformé, par un discours « méritocratique » fortement teinté de calvinisme.

Contre l'immigration, contre l'adhésion à l'UE, pour un Etat « light » et une fiscalité légère : le programme blochérien plaît à la fois aux nostalgiques de la vieille Suisse et à certains milieux affai-

ristes qui rêvent d'un paradis fiscal *off shore* au cœur de l'Europe. Bien entendu, ce programme est riche de contradictions. Ainsi l'UDC blochérienne choisit-elle les paysans, pourtant largement protégés par les frontières nationales, et « drague-t-elle » les personnes âgées à force de *Buurezmorge* (petits-déjeuners paysans) et autres agapes avec café et croissants, tout en faisant de l'œil aux adeptes d'un néo-darwinisme qui aimeraient jeter aux ornières l'Etat social et les assurances sociales. Il fallait tout le talent de prestidigitateur d'un Blocher pour faire oublier ces contradictions et pour souder ces milieux disparates. Il n'est pas sûr que l'UDC, faite ainsi de bric et de broc, puisse, sans l'habileté du vieux magicien, faire tenir encore longtemps ensemble ces composantes.

Est-ce à dire que nous assisterons ces prochaines années à la chute de ce parti ainsi que de son animateur, instigateur et financier Christoph Blocher ? Comme nous l'avons dit, il semblerait bien imprudent d'oser une telle affirmation. Il est évident que l'UDC est entrée dans une phase de turbulence qu'un retrait progressif de Blocher pourrait rendre encore plus aiguë. Mais la crise économique qui se dessine risque de créer des problèmes sociaux et de faire surgir de nouvelles peurs dont l'UDC pourrait tirer avantage. Des piliers de la prospérité helvétique, comme l'UBS, vacillent. Après le *grounding* de Swissair, d'autres « vaches sacrées » de la suissitude risquent de finir sur l'autel.

Bien des Suisses doutent aujourd'hui de la Suisse. Dès lors, la crise d'identité consécutive à la fin de l'idéologie du *Sonderfall* n'est pas prête de se terminer. L'UDC et Christoph Blocher pourraient en profiter. La peau de l'ours n'est pas encore vendue.

Chr. B.